

C'est une question de savoir si les « catastrophes nationales » se reconnaissent à des marques décisives et univoques. En apparence les événements qui, de 1940 à 1944, rayèrent la France de la carte du monde représentent le type même de la « catastrophe nationale » ; à peine trouverait-on dans toute notre histoire une défaite militaire plus foudroyante et plus complète ; la capitale livrée pendant quatre ans à l'occupation étrangère, les deux tiers du territoire colonisés par l'ennemi et mis en coupe réglée par ses armées, l'ensemble du pays soumis aux lois allemandes..., qui eût seulement osé imaginer en 1939 une humiliation aussi monstrueuse, un si inconcevable abaissement ? Pendant quatre honteuses années la croix gammée a flotté sur la tour Eiffel, insultant à un paysage aussi vénérable, à sa manière, que l'Acropole d'Athènes... Et c'est pourtant un fait que le cataclysme n'a atteint dans leur destinée et dans leur vie privée que les

masses résistantes et patriotes de la population. Si nombreuses qu'elles eussent été, les victimes du nazisme ne représentèrent jamais que des « catégories » : les Juifs, les militants de gauche, les combattants, les francs-maçons, etc. ; la masse bourgeoise n'était pas concernée. Ce fut un des thèmes ordinaires de la propagande « française », de ses affiches et de ses tracts : les Allemands n'en veulent qu'aux méchants et aux métèques ; ceux qui n'ont rien à se reprocher, c'est-à-dire l'immense majorité de ce pays, les honnêtes gens, les Français de naissance, les privilégiés de la bonne conscience et de la nationalité-à-titre-originaire, ceux-là n'ont rien à craindre d'un ennemi aussi correct que chevaleresque. Or qu'est-ce qu'une catastrophe « nationale » qui atteint certaines classes de citoyens en épargnant les autres ? Ce n'est pas une catastrophe nationale. Tout le paradoxe du désastre de 1940 tient dans ce contraste dérisoire entre un effondrement politico-militaire presque sans précédent et la clémence relative du destin envers une grande partie de la nation. Lorsqu'en 1917 la Russie capitula après une défaite incomparablement moins totale et moins humiliante que la nôtre, la catastrophe était inscrite sur tous les visages ; la famine, la pauvreté de la mise parlaient avec éloquence du bouleversement qui était en train de raviner la structure profonde de la Russie. La France n'aura pas connu ce tragique universel et radical au niveau

duquel les affaires publiques forment l'affaire privée de chacun. Qui de nous ne se rappelle ces après-midi de dimanche de la zone dite libre, entre 1941 et 1943, avec leurs jardins publics pleins de promeneurs paisibles et de rires d'enfants ? Pardessus décents, chaussures neuves, conversations indifférentes d'où l'actualité était si étrangement absente... : on aurait pu croire qu'il ne se passait rien dans le monde ; et le hors-la-loi sur son banc se demandait s'il n'était pas le jouet d'un mauvais rêve, si la tragédie dont il se croyait victime ne tenait pas à quelque malentendu, ou bien à sa malchance personnelle. Que de familles, après tout, qui ne connurent de la terrible aventure que ce que personne n'en pouvait ignorer — les alertes nocturnes et quelques ennuis de ravitaillement ! —, que de bourgeois qui ne connurent la guerre que par les journaux et qui lurent les nouvelles du conflit comme nous lisons le récit des inondations de Chine ! Non, ils n'avaient pas engagé leur destinée entière dans l'aventure ! Non, la victoire sur le fascisme n'était pas pour eux, comme pour les résistants, une question de vie ou de mort ; il ne s'agissait pas de « leur tout ». Si l'Allemagne l'avait emporté, ils auraient vécu quand même, et la plupart d'entre eux se seraient en somme assez bien accommodés de cette éventualité trop prévue.

On le redit encore dans le camp de Vichy-la-Honte, et de plus en plus fort à mesure que les doctrinaires de

la capitulation reprennent plus d'assurance. La France-croupion du maréchal était viable. Les trains circulaient. Les bourgeois allaient en vacances et aux sports d'hiver. Les conférenciers faisaient leurs conférences. Nos célèbres chefs d'orchestre dirigeaient avec entrain, pour maintenir le prestige de la musique française, des cycles Wagner à rendre jalouses les plus fameuses baguettes wurtembergeoises. Chaque semaine apportait au public élégant sa ration réglementaire de Maîtres chanteurs, de Panzer-Walkyries et autres murmures de la forêt. Ah ! les beaux dimanches franco-aryens du palais de Chaillot ! et la belle musique européenne qu'on faisait alors aux Français !... De temps en temps un explorateur revenu de la capitale nous apportait dans nos cavernes une liasse de journaux parisiens, et nous apprenions avec stupéfaction que Paris avait ses événements littéraires, son théâtre, ses garçons de café hégéliens et tout ce qu'il faut à un grand pays pour tenir son rang. Elle était belle décidément, la république des lettres de 1944. Car c'était le bon temps. Encore quelques années, et je vous dis que M. Abetz aurait eu, comme tout le monde, ses intellectuels de gauche, ses bistrotts métaphysiques et ses revues d'avant-garde. Le bon temps, vous dis-je. La France portait beau. A peine revenue de son désastre, la France de Pétain se mettait en gants blancs, baudrier, socquettes blanches. Vous vous rappelez les gants « à crispin », la relève de la

garde au Majestic et les Compagnons de France ? C'était alors la folie du blanc. On se demande aujourd'hui avec étonnement de quoi ils étaient si fiers... Ce n'étaient partout que faisceaux, glaives et francisques, profils romains, éphèbes intrépides — car ils s'y connaissaient en valeur guerrière, les paladins de Montoire ! Décidément c'est la Libération qui a tout défait, et on comprend la nostalgie des paroissiennes de Saint-Thomas-d'Aquin regrettant le bon temps : tout allait mieux sous l'Occupation. Bien sûr, la vie était moins chère et l'avancement plus rapide dans les administrations. Quant à l'occupation étrangère, c'est là un détail qui n'a d'importance que pour les Juifs et pour les Espagnols « rouges ».

Il faut le dire, le régime de l'« État français » correspondait aux vœux d'une partie de la France qui se reconnut en lui instantanément. Le mot « gâtisme » en résumerait assez bien l'essence. Une équipe de gâteaux précoces groupée autour d'un képi à feuilles de chêne, la spiritualité de Jacques Chevalier et de M. de Genoude parfumant la philosophie politique de Mac-Mahon — tel fut l'État autoritaire, agricole et introuvable du « Maréchal ». On a peine aujourd'hui à réaliser ce que la fidélité au « Maréchal » pouvait représenter d'incurable gâtisme et de provincialisme borné chez tous ces diplomates vichyssois qui, en Asie ou en Amérique, étaient au contact de l'univers libre et qui, pouvant si facilement comprendre de quel côté

était la vérité et se mettre à son service, continuaient à préférer le mirliton du Maréchal et la civilisation chrétienne selon M. Chevalier. Car ce régime a eu ses écrivains, ses idéologues, ses philosophes et jusqu'à sa « mystique ». La « mystique prisonniers » est bien à l'image d'un régime qui fit de la honte un devoir et rendit la capitulation normative. On a la mystique qu'on peut. L'idée d'une valeur mystique conférée à la captivité de quinze cent mille pauvres bougres qui devinrent prisonniers simplement parce qu'ils se trouvaient là, comme au cours d'une rafle monstre, cette idée est historiquement inséparable d'un régime dont la défaite est non seulement l'origine, mais la raison d'être et la gloire. Une mystique de la défaite, de la démission et de l'abandonnement à la volonté étrangère — dans l'histoire naturelle des impostures il manquait sans doute cette imposture-là ! Ainsi s'explique cette adaptation quasi instantanée à la défaite qu'on put remarquer dans les milieux distingués dès le lendemain de l'armistice. On pouvait croire que la France, nation de maîtres, habituée au cours d'une longue et glorieuse histoire à dominer l'Europe et à imposer au monde le respect de ses armes, avait perdu depuis toujours la conduite de la défaite... Hélas ! le peuple de maîtres, victime d'une aberration inconcevable et aveuglé par l'interversion monstrueuse des valeurs d'héroïsme, adoptait en peu de jours l'« honneur » et la « mystique » du vaincu. L'un des premiers

étonnements du démobilisé fut d'entendre les camelots, dans les rues animées des villes méridionales, offrir joyeusement à la foule la nouvelle carte de la France, divisée par la « ligne de démarcation ». Ah ! elle était belle à voir, la France, avec sa hideuse plaie au ventre... Et comme il y avait de quoi être fier ! C'était l'époque où nos blondes compagnes commençaient à apprendre l'allemand ; à tout hasard. Ausweis par-ci, Kommandantur par-là. Toute l'élite cagoularde du pays, pressée de regagner ses Champs-Élysées et son boulevard Malesherbes, assiégeait la porte du Feldkommandant, s'extasiait sur la courtoisie des grands aryens blonds. Sur ce point il n'y avait qu'un cri d'Auteuil à la plaine Monceau : les gentlemen-pendeurs étaient corrects et même un peu hommes du monde à leurs heures ; jamais encore MM. de Châteaubriant et de Brinon n'avaient vu de grands dolichocéphales de si bonne compagnie.

Vichy, c'est l'équivoque et la confusion. Le vieux machiavélisme allemand, spécialisé depuis toujours dans l'interversion des contradictoires, a joué en virtuose d'une équivoque qui, jetant le trouble dans les esprits, pèse encore lourdement sur la vie française et entrave le redressement moral de la nation. Vous avez reconnu ici le sophisme du « double jeu ». Ils jouaient tous double jeu. Pas de coquin qui n'ait son alibi, pas de collaborateur qui n'ait caché son Juif dans une armoire ou procuré quelque fausse carte à un

maquisard. Il n'y a plus ni coupables ni innocents, et les procès en collaboration s'effritent comme se dissout l'évidence morale de la honte et de la trahison. Depuis 1944 la croix de Lorraine décore bien des boutonniers cagoulares où fleurissait, quand Vichy semblait éternel, l'écusson de la Légion ; il passe sur le boulevard beaucoup de résistants en peau de lapin qui, à la onzième heure, volèrent au secours de la victoire : car la justice, quand elle est la plus forte, ne manque jamais d'amis. On peut même hasarder qu'il y eut en 1942, les événements aidant, une espèce de « résistance vichyssoise », et que le RPF représente aujourd'hui, avec six ans de retard, la réussite de l'opération Giraud, opération que la clairvoyance du général de Gaulle avait alors fait échouer. Car c'est la même ambiguïté diabolique qui permet de nos jours à la haute bourgeoisie cagoularde, capitularde et munichoise de rallier le parti du premier résistant de France. Les cagoulares devenus gaullistes contre nous — c'est là un comble, n'est-il pas vrai ? Et pourtant cet escamotage que nous avons laissé se faire est à son tour une séquelle de l'équivoque Pétain. Cette équivoque se résume dans le monstre de la « zone libre ». Dignes héritiers des Munichois de 1938 qui, non contents de trahir une alliée, avaient fait de cette trahison même un devoir et un titre de gloire, les Munichois de 1940 surent rendre le déshonneur supportable et même honorable.

Mais l'équivoque vient de plus loin. La France est toujours restée le pays de la république-à-une-voix-de-majorité, et sa minorité antidémocratique le lui fait bien sentir. Il y a dans ce pays de classes moyennes une bourgeoisie nombreuse et très évoluée qui a manifesté sa vitalité en mille circonstances et su, en changeant d'étiquette, se réadapter aux situations les plus critiques ; survivant aux révolutions et aux catastrophes, elle forme un bloc à peu près incompressible dont la consistance représente, sous les remous apparents de la vie politique, un élément de stabilité extraordinaire. Jusqu'en 1933, cette bourgeoisie avait été, en paroles, traditionnellement nationaliste et germanophobe. Mais à partir du moment où l'Allemagne devint hitlérienne, l'instinct de classe l'emportant sur le réflexe national et le sentiment de la défense sociale sur le patriotisme, le nationalisme français découvrit tout naturellement un allié en celui que le vieux patriotisme classique et cocardier, de Déroulède à Barrès et Poincaré, regardait comme l'ennemi héréditaire ; le danger mortel que le pangermanisme nazi faisait courir à la France passait désormais après le danger que la Russie soviétique faisait courir aux privilèges de la bourgeoisie internationale ; la menace que l'ennemi « héréditaire » dirigeait contre l'existence même de la nation était de peu d'importance auprès du concours que cet ennemi apporterait un jour contre le seul ennemi essentiel, l'ennemi des

coffres-forts et des privilèges sociaux. La rupture de la tradition nationaliste, faussant toutes les positions politiques, amorce en France ce renversement affolant des extrêmes, ce vertige universel, cette imposture cynique qui permirent au fascisme de s'approprier le langage du socialisme et le rôle du pacifisme ; puisque les démocraties devenaient « bellicistes », il y avait en effet un rôle à prendre, et c'est à ce moment que les stylographes des plus infâmes journaux de *Gringoire* ou de *l'Action française* s'habituaient à écrire les mots, nouveaux pour eux, de « ploutocratie », « trusts », « finance internationale », « haute banque juive », etc., la finance n'étant pas condamnable en soi, mais seulement en tant que juive ; les professeurs de confusion, qui devaient être plus tard les profiteurs de la honte, acquirent même une certaine virtuosité dans cette transposition raciste du marxisme. A la faveur de ce regroupement, la bourgeoisie antinationale put enfin jeter le masque ; ce qu'elle n'avait jamais pardonné à la république de Weimar (non parce qu'elle était allemande, mais parce qu'elle était démocratique), elle le jugea excusable et même légitime de la part de la dictature hitlérienne. L'admiration malade du militarisme allemand, de l'ordre allemand, de la science allemande, qui faisait le fond du vieux complexe germanophobe et en expliquait l'ambivalence, put ainsi s'exprimer au grand jour. Cette germanophilie morbide allait jusqu'à dévelop-

per, dans les milieux bourgeois, le mépris de l'Italie, même fasciste ; ceux qui ricanait si fort pendant la campagne italo-grecque de 1941, parce qu'ils croyaient avoir enfin trouvé plus lâche qu'eux-mêmes, étaient justement les admirateurs de la force allemande. Cette admiration a connu ses formes les plus insolemment militantes dans la haute bourgeoisie parisienne, qui est bien la bourgeoisie la plus intelligente, la plus méchante, la plus agressive et la plus corrompue de l'Europe. Le mordant des « camelots du roi », la virulence et l'ingéniosité des manifestations d'*Action française*, l'insolence de ses voyous, la verve des journalistes de *Gringoire*, tout cela supposait une science des côtés faibles de l'adversaire et un talent d'humilier ou frapper juste assez peu répandus. Nul ne se rappelle sans honte cette affreuse époque du grand flirt franco-Ribbentrop où la foule élégante acclamait Hitler dans les cinémas des Champs-Élysées à vingt francs la place. Le flirt avait déjà commencé, pendant l'Exposition de 1937, avec les mondanités du Pavillon allemand où l'élite cagoularde des beaux quartiers se retrouvait pour le dîner. Plutôt qu'en 1940, le fond de l'ignominie a peut-être été atteint en 1938, sur ces Champs-Élysées cagoulards où les belles dames acclamaient l'affreux triomphe de Daladier et glapissaient : « Les communistes, sac au dos ! Les Juifs à Jérusalem ! » Georges Bernanos a fustigé toute cette racaille en des pages inoubliables, qui ne sont pas

simple littérature ! Nous autres, hélas ! mobilisés de la première drôle de guerre, combattants burlesques du garage Marbeuf et témoins involontaires de cette munichose hystérique, nous avons vu ce que nous avons vu. Qui ne se les rappelle, ces coquins bien nourris qui ne voulaient pas « mourir pour Dantzig », prononçaient le mot « tchécoslovaque » en ricanant et parlaient de réduire l'Angleterre en esclavage parce qu'elle avait l'habitude de se battre « jusqu'au dernier Français » ? Non, notre mémoire ne nous trompe pas : ce n'étaient pas là les propos de quelques margoulines et margoulines : tout le monde disait cela dans les milieux bourgeois et le mauvais esprit d'un grand nombre d'officiers, les propos innombrables des mess et des popotes devaient nous fabriquer, pendant la campagne de 1940, un lourd et anxieux complexe de mauvaise conscience.

A la lumière de ces horribles et trop réels souvenirs, on s'expliquera mieux le consentement empressé à la défaite, à la servitude, à la flagellation par lequel le pays de Foch et de Guynemer ne craignit pas de se renier. L'hypnotiseur nazi, attentif à faire faire par les Français tout ce que les Français pouvaient faire eux-mêmes, trouva donc tous les Quisling qu'il voulut dans un pays où, entre 1914 et 1918, hormis quelques traîtres aux gages, il n'avait pas trouvé un seul journaliste digne de ce nom, pas un professeur, pas un écrivain pour collaborer aux feuilles de la trahison,

glorifier la trahison, enseigner la philosophie de la trahison sur ce ton de tartufferie pédante dont la métaphysique allemande a communiqué le secret à nos propres nazis. Combien sont-ils les chefs d'orchestre, les peintres, les sculpteurs qui refusèrent tout contact, même indirect, avec l'occupant ? Ah ! qu'ils furent faciles à garnir, les sommaires de la NRF aryanisée ! Pour ceux qui virent la France occupée non pas à travers l'imagerie de New York ou de Londres, mais, comme nous autres, du fond du bocal nauséabond, il est clair qu'en dehors des masses populaires et d'une élite héroïque, désintéressée et convaincue, la bourgeoisie s'est ralliée à la Résistance sous la pression des trois facteurs suivants : 1° Les premiers grands revers de l'armée allemande à la fin de 1942, et notamment Stalingrad qui conjura le mythe de l'invincibilité germanique, ébranla le prestige de Hitler auprès des bourgeois, des crémiers et des mercières ; des doutes naquirent sur la certitude de la victoire allemande et du nouvel ordre « européen », et il s'avéra prudent de prendre quelques assurances en vue de l'éventualité opposée. 2° A la même époque, la dissolution brutale de l'« armée de l'armistice », quelques semaines après l'invasion de la zone libre par les Allemands ; des officiers que l'armistice n'avait pas dégoûtés et qui eussent fait volontiers une carrière de fonctionnaire militaire dans la glorieuse armée du Maréchal se trouvèrent bon gré mal gré rejetés dans la

dissidence. C'est l'époque où l'on vit des officiers de carrière, des saint-cyriens, d'anciens croix-de-feu, des royalistes même commencer à rechercher, comme de vulgaires Juifs, les passages non gardés des Pyrénées, afin de gagner l'Espagne, puis l'Algérie. 3^o Le service du travail obligatoire enfin et surtout, qui pour la première fois intéressa à la Résistance la masse des jeunes bourgeois sans distinction ; jusque-là, la « Résistance » n'était qu'une opinion politique, celle qui groupait dans l'action clandestine les Juifs par nécessité, les patriotes par vocation, les militants de gauche par conviction antifasciste, et, bien entendu, les métèques, tous terroristes de naissance. Sous la menace du STO, Dupont et Durand à leur tour se virent contraints, comme de simples Lévi, de rechercher de fausses cartes d'identité et d'entrer dans l'ignominieuse illégalité des proscrits et des outlaw. Le malheur du pays devenait ainsi par force, avec quelque retard, le malheur de tous et de chacun — de l'étudiant qui comptait passer bien tranquillement ses examens, du fonctionnaire qui faisait de beaux rêves d'avancement ; ceux qui croyaient que le *numerus clausus* n'était pas pour eux, ni les lois d'exception, connurent, contraints et forcés, la clandestinité, l'aventure, l'engagement. Les premiers maquis véritables datent de cette époque, qui vit naître aussi l'« armée secrète ».

On s'étonnera moins, après cela, de la facilité avec

laquelle la France s'est laissé frustrer des fruits de la Libération. L'impureté des mobiles patriotiques, la demi-volonté de la victoire, l'absence de toute conviction ferme, le caractère fortuit et tardif de la conversion à la bonne cause préparaient une fois de plus l'escamotage de la révolution par la bourgeoisie. Si la pression anglo-saxonne a tant contribué, depuis 1944, à précipiter cet escamotage, c'est sans doute parce qu'il n'y avait presque rien à escamoter. Tout a été fait à partir de cette époque pour rapetisser la Libération, pour réduire ce qui aurait dû être l'effondrement du fascisme international aux proportions d'une simple victoire sur l'Allemagne, comme si cette guerre qui n'était pas comme les autres, opposant deux conceptions idéologiques de l'existence collective et personnelle, n'avait été qu'une guerre de plus. Dans la démocratie américaine, la division Azul a trouvé, et demain sans doute la LVF, ses meilleurs nouveaux amis, en sorte que, la défense de classe aidant, cette démocratie ne craint pas de renier sa propre victoire. Celui qui fut le libérateur de la France s'offrit de lui-même, et ceci dès le premier jour de l'insurrection nationale, à en être l'éteuffoir et l'éteignoir ; la crainte qu'on n'allât trop loin et que la démocratie ne prit trop au sérieux sa propre victoire prit immédiatement le pas sur toute autre préoccupation ; l'horreur avec laquelle on se mit à parler des « rouges », de la « république de Toulouse » et des FFI effaça bien vite

chez les bourgeois le souvenir des atrocités hitlériennes — en admettant que tout ce beau monde si convaincu des « atrocités » yougoslaves ait jamais vraiment cru à Oradour et aux camps d'extermination. Quand ils eurent compris que décidément il ne se passerait rien, que la Libération enfin neutralisée, avachie, rendue anodine et insignifiante finirait en queue de poisson, nos Versaillais respirèrent ; ils avaient enfin retrouvé leur ennemi essentiel qui, pour n'être pas « héréditaire », n'en était pas moins l'ennemi numéro un : le communisme ; enfin l'on retrouvait le droit de parler ouvertement du Komintern, comme aux temps heureux du docteur Goebbels et de l'exposition « Le bolchevisme contre l'Europe ». Tout rentrait dans l'ordre. La sainte alliance contre l'URSS, voilà ce que, pour tout renouvellement, la France s'est offert à elle-même.

Les amis du docteur Goebbels se sont donc vite remis de leur frayeur. Ils n'étaient pas si fiers il y a trois ans ! Après avoir passé le bout du nez par la porte entrouverte, puis la tête entière, les voici enfin dans la rue, sur l'estrade des réunions publiques, sur la scène des théâtres, au sommaire des revues ; après avoir pendant quelque temps pastiché une clandestinité que rien, hélas ! ne nécessitait, ils encomrent les devantures des libraires de leurs publications ; les revoici au grand complet, atteints d'un furieux prurit d'accuser, de dissenter, de pontifier ; ils sont déjà redevenus les

bien-pensants ; demain la Résistance devra se justifier pour avoir résisté. Ces familles bien nourries ont retrouvé toute leur assurance du bon vieux temps, du temps où les Champs-Élysées, les bains de mer et la côte d'Azur étaient à elles ; mais elles auront eu peur. Celui qui a eu peur est méchant. Maintenant que nous voilà redevenus coupables à notre tour, avec notre vieille mauvaise conscience de toujours, maintenant que les galopins dynamiques ont repris possession du boulevard, il n'est plus temps de s'étonner de la disproportion qui monstrueusement grandit entre l'immensité des événements que nous avons vécus et l'insignifiance dérisoire des transformations que ces cataclysmes ont imposées aux mœurs françaises, à la structure sociale française, aux rapports économiques des classes entre elles et des citoyens entre eux. Il est presque sans exemple que tant de souffrances aient si peu modifié le destin des hommes, que des convulsions si gigantesques aient accouché d'une après-guerre si médiocre. Non, *ce n'est pas à l'échelle* : tel est le sens de la colère qui en nous proteste quand nous retrouvons sur les colonnes des théâtres le nom des farceurs, des cabotins et des homoncules de la collaboration. Ce que nous vivons n'est pas à l'échelle de ce que nous avons souffert... « Quatre années d'occupations », comme ils disent... ; en effet, leurs « occupations » ressemblent si peu à la vie qui fut la nôtre, à celle de nos amis et de nos disparus, qu'il faut bien

décidément se rendre à l'évidence : ce qui est arrivé n'avait pas la même importance pour eux et pour nous. Ils n'ont pas *vécu* tout cela. Trop de batraciens et de pitres sont aujourd'hui intéressés à la médiocrisation de l'élan héroïque ; trop de patriotes approximatifs, pour lesquels l'armistice de 1940 fut un jour de fête, ont intérêt à l'oubli, à la confusion et à l'enlèvement...

Dans ces conditions il n'est pas difficile de comprendre pourquoi il n'y a pas eu, n'y aura pas, ne peut y avoir d'épuration. Ici les cabotins et batraciens ont raison à leur manière, et ils triomphent de cette confusion même : il faudrait épurer tout le monde ; il faudrait juger les juges — car les juges furent aussi médiocres que leurs accusés. Et il n'y a pas non plus à chercher midi à quatorze heures les causes de la défaite, puisque ces causes opèrent et prospèrent encore dans l'avachissement de la victoire, dans le retour triomphal des inciviques, dans le peu de prix que la France attache à sa libération. Tout ce qui est arrivé est arrivé parce que les « élites » ont été médiocres : les écrivains en mettant au service de n'importe quoi — collaboration, nouvelle Europe, croisade antibolchevique — leur virtuosité stylographique et cette espèce de brio littéraire si répandu à Paris ; les artistes en acceptant contre quelques flatteries puérides de honteuses invitations et des voyages déshonorants ; les fonctionnaires en profitant des

facilités qu'offraient à leur carrière d'innombrables évictions et des lois dégradantes ! Les uns et les autres, ils ont laissé passer les occasions du courage, même les plus faciles ; on est resté muet, au pays de Jules Simon, de Michelet et de Victor Hugo, là où un mot de protestation, où le plus humble geste eussent prouvé qu'il y avait encore des hommes libres, et non pas seulement des rhéteurs et des farceurs ; quand la conjoncture dramatique et passionnée aurait dû révéler chez tout « intellectuel » la conscience morale, la réflexion critique, le civisme agissant, on n'a vu apparaître que l'homme de lettres vaniteux. Où l'on attendait d'eux un réflexe de citoyen, les écrivains, préoccupés avant tout de faire jouer leurs pièces ou de fonder des revues, n'ont eu que des réflexes littéraires. Tout cela ne serait rien si la France était l'Afghanistan. Mais la France est la France, le guide de l'Europe et la conscience de tous les hommes libres du monde entier ; ce qui arrive sur les rives de la Seine, entre l'Hôtel-de-Ville et la Concorde, a une importance particulière pour l'homme en général. Non, la France ne se résume pas en Mac-Mahon, Henri Béraud et Tino Rossi ; la France signifie quelque chose d'exceptionnel et d'irremplaçable sur quoi le monde a les yeux fixés et qui rend plus honteuse encore la médiocrité morale de ces dernières années. Il faut, hélas ! en prendre son parti : l'évidence de la honte n'est pas encore évidente pour tout le monde. Et de même que

les bourgeois n'ont pas vomi spontanément, par ce refus de tout l'être dont parlait jadis Mauriac, la capitulation et la servitude, de même ils continuent à ne pas renier de toute leur âme, de toutes leurs forces, de toute leur intelligence ce passé de notre honte. Ceci confirme cela. Car c'est un fait : les milieux « franzo-ses » et distingués parlent de Vichy non seulement sans dégoût, mais avec gratitude, avec nostalgie... Il paraît que nous devons leur expliquer, nous autres, pourquoi les collaborateurs et pourvoyeurs de M. von Stülpnagel étaient des traîtres ? Ils ne le comprennent donc pas eux-mêmes ? Cette cause de la France n'était donc pas leur cause ? Si des Français n'ont pas cette sensibilité nationale immédiate, spontanée, infaillible et presque instinctive au déshonneur, s'il faut discuter interminablement avec eux pour leur faire comprendre que la compétence d'un gredin, si irremplaçable soit-il, est de peu d'importance auprès de sa gredinerie, on peut bien dire que le mal d'avilissement est sans remède. Car c'est cela, le problème de l'« épuration », et rien d'autre. L'épuration physique n'aurait pas par elle-même autant d'importance si la volonté de *purification* était plus grande : alors l'impunité des traîtres cesserait de peser comme une obsession sur notre après-guerre, et les controverses pénibles, ridicules, démoralisantes qui renaissent autour de chaque cas individuel seraient sans objet ; alors peut-être, alors surtout le pardon deviendrait un jour possible, qui n'a

pas de sens aujourd'hui : car tant que l'inexpiable n'est pas expié, tant que la France n'est pas rédimée, l'amnistie ne peut être qu'amnésie et le pardon qu'indulgence ou excuse scandaleuse, complicité dégradante avec la trahison. La pureté est comme l'amour : c'est quelque chose dont il faut avoir envie ; et de même que l'amour sait dans tous les cas ce qu'il a à faire, et le fait séance tenante sans prendre conseil de personne, et invente pour chaque circonstance la solution la plus originale, la plus délicate et la plus ingénieuse, de même la volonté de pureté, si elle existait, serait notre seule inspiration vraiment nécessaire et suffisante, notre seul *demonium* vraiment éloquent ; et c'est parce que cette volonté n'existe pas que la casuistique hitlérofile a été rendue de nouveau possible et que, les journalistes ergotant misérablement sur ce qui est, après tout, l'honneur ou le déshonneur de chaque Français, M. Sacha Guitry a pu redevenir un grand homme et Ferdonnet un patriote.

La France a manqué en 1944 sa plus grande chance de renouvellement et de rajeunissement. Dans ces journées uniques tout était possible ; nous nous étions promis alors que tout serait neuf et vrai, que tout recommencerait depuis le début, comme si Vichy-la-Honte et ses polissons affreux n'avaient jamais existé, que ce gai matin de la Libération serait notre deuxième naissance, que le gazon pousserait sur la

L'IMPRESCRIPTIBLE

sépulture de l'ignoble passé. Or, nous n'avons pas commencé cette nouvelle vie que l'insurrection nationale nous promettait ; pour la première fois peut-être dans notre histoire, la France miraculeusement rescapée n'a pas renié le régime qui avait fait du consentement à sa défaite, de la joie de sa défaite, de l'organisation et de l'exploitation politique de la défaite, de l'empressement à utiliser cette défaite pour liquider la République, sa raison d'être et son principal titre de gloire. Notre printemps est manqué. Mais peut-être tout cela valait-il mieux pour nous ? Peut-être cet enlèvement de toute générosité et de tout héroïsme créateur tient-il à une grande loi métaphysique qui, si elle permet par instants à l'homme d'atteindre le sommet de lui-même, lui interdit de s'y tenir ? Bien des printemps se trament encore dans les sillons et dans les arbres ; à nous de savoir les préparer à travers de nouvelles luttes et de nouvelles épreuves.

TABLE